

Le Collectif Citoyen de la Vienne, l'Assemblée des Quartiers⁸⁶ et l'ensemble des associations partenaires s'engagent pour l'élection municipale de 2026 et soutiennent le rassemblement :

« Poitiers qui nous Ressemble et nous Assemble »

La cité, cœur de la transformation sociale et culturelle

Le devenir des villes françaises est impossible sans une inclusion réelle des quartiers populaires — de leurs histoires, de leurs expertises, de leurs fragilités, mais aussi de leurs richesses culturelles.

L'avenir de nos concitoyens pour les trente prochaines années se joue ici et maintenant, pas demain, pas dans six ans.

Nous vivons la fin d'un cycle : celui de notre République telle qu'elle s'est construite, de sa démocratie représentative, de ses institutions figées.

Un système où le peuple ne décide plus de rien, d'où une méfiance profonde envers la politique.

Il n'y a plus de vérité partagée, donc plus de mensonge possible — seulement des illusions et des dérives, qu'elles prennent la forme de croyances extrêmes, de fuite dans la drogue ou de désespoir silencieux.

Une grande partie de notre jeunesse des quartiers se trouve aujourd'hui dans une situation dramatique : désœuvrée, abandonnée par l'école, la formation et l'emploi, sans horizon ni perspective.

Cette relégation nourrit l'incivilité, la violence, parfois la grande délinquance liée aux trafics.

Nos enfants manquent de modèles positifs. Ils sont en danger.

Notre école, au lieu d'émanciper, produit des jeunes "adossés aux murs", sans repères, fragiles, devenus des proies faciles.

Notre société doit se réinventer radicalement, ou elle périra avec une grande part d'elle-même.

Car les vrais changements, dans l'histoire des cités, ne sont jamais venus d'en haut. La verticalité ne sert qu'à gérer et imposer.

C'est dans la base, dans les quartiers, dans la ville que la vie s'invente jour après jour. C'est là que naissent les vraies transformations, celles qui changent les destins.

Gramsci disait : « Lorsque le vieux monde se meurt ou tarde à disparaître, lorsque le nouveau tarde à naître, dans cet entre-deux naissent les monstres. »

Aujourd'hui, notre pays compte plus de 10 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté.

L'écrasante majorité d'entre elles habite nos quartiers, où l'on n'a rien trouvé de mieux que d'y entasser la misère.

Il est temps que les plus démunis, les accidentés de la vie, les oubliés, (***ceux qui ont moins d'avoir, moins de pouvoir, et souvent moins de savoir***) soient placés au centre de toute politique culturelle, urbaine et sociale.

Pour une autre politique : populaire, respectueuse, durable

Nous portons un projet de transformation radicale, en rupture avec plus de 35 ans de politiques de la ville inefficaces menées dans les quartiers. La situation ne cesse de se dégrader. Ce ne sont ni les pansements ni les ravalements de façade ni les démolitions qui arrêteront le désastre.

Les gestionnaires se succèdent. Mais les regards restent les mêmes : néocoloniaux, paternalistes, faits de charité, de mensonges et de démagogie.

Les politiques doivent reconnaître qu'ils ont échoués, et qu'il faut chercher d'autres pistes et chemins possible.

Nous pensons qu'il existe des solutions pour une autre politique, à moyen et long terme, fondée sur la reconnaissance pleine et entière des habitants — dans leur dignité, leur vécu, leurs responsabilités et leurs capacités d'expertise. Eux seuls savent ce qu'il faut pour améliorer leurs conditions et sortir de l'assistanat.

Les potentiels sont là.

Des femmes, des hommes, des jeunes veulent être acteurs de leur vie. Il faut les écouter, les respecter, les impliquer dans des projets concrets qui les concernent directement.

Abdelmalek Sayad nous le rappelait : « ***Il faut sortir du statut d'objet parlant, pour devenir un sujet parlant.*** »

Retisser le lien entre la politique et la vie réelle. Il n'y a pas de véritable engagement politique sans une réponse concrète et efficace aux besoins des jeunes et des familles, de plus en plus monoparentales.

C'est à cette condition qu'ils pourront retrouver confiance en la politique, au sens noble du terme — celui du service, du collectif, du bien commun. Car aujourd'hui, le fossé entre les institutions et la vie quotidienne ne cesse de s'élargir.

Nous voulons convaincre, par l'action et la proximité, que faire de la politique autrement est possible. Aller vers les non-inscrits, les absentéistes, celles et ceux qui se sentent oubliés ou trahis. Les encourager à s'inscrire sur les listes électorales, à reprendre leur place dans la cité.

Nous nous adressons aussi à ceux qui, lors de la dernière élection présidentielle, se sont mobilisés massivement pour faire barrage à l'extrême droite : leur dire que choisir leurs représentants au niveau local, c'est tout aussi essentiel. Car c'est à l'échelle de la ville, du quartier, de la vie quotidienne, que la démocratie peut redevenir réelle, vivante et partagée.

Notre démarche part de l'humain. Nous voulons bâtir une cité inclusive, où personne ne sera laissé de côté. Notre action vise à décroiser les quartiers, à favoriser les rencontres entre habitants d'origines sociales et culturelles diverses, et à redonner du sens au vivre ensemble.

Se connaître pour se reconnaître : tel est le principe qui nous guide. Créer des ponts entre les habitants, encourager la solidarité, l'écoute et le respect, voilà notre priorité.

Les politiques visant à concentrer les offres de loisirs et d'emploi à l'intérieur même des quartiers se sont révélées des impasses. Elles ont souvent renforcé l'isolement au lieu de créer des ouvertures vers le reste de la ville.

Car il n'est plus possible de rester chacun dans son coin, à écouter les discours de haine et de division, portés par l'extrême droite et ceux qui, consciemment ou non, lui préparent le terrain.

Nous devons réapprendre à marcher ensemble, dans la dignité, la fraternité et la solidarité, même lorsque nos intérêts peuvent sembler contradictoires.

Nous croyons que les transformations profondes viennent toujours de la base, des quartiers, de la ville, là où la vie s'invente au quotidien.

C'est à partir de cette énergie populaire, de ces expériences vécues et partagées, que nous voulons réinventer Poitiers et son agglomération : une ville qui nous ressemble, et qui nous assemble.

Nous voulons agir maintenant, avec des propositions concrètes, pour changer la vie dans nos quartiers avant qu'il ne soit trop tard.

Exemples concrets de quelques propositions de notre programme qui sera porté par des femmes et des hommes, dans le cadre de notre regroupement :

« Poitiers qui nous Assemble et nous Ressemble »

Afin de lutter efficacement contre les inégalités sociales et culturelles, la précarité, l'isolement de nos anciens et des mères (de plus en plus nombreuses) monoparentale, le chômage de masse, l'échec scolaire, la délinquance, l'économie souterraine et les nouvelles drogues (comme les cartouches de « gaz hilarant » à base de protoxyde d'azote, mortel pour nos enfants), le désenclavement des quartiers, afin de les rendre accessibles à l'ensemble de la population et permettre aux habitants des quartiers de s'appropriés des lieux en dehors des enclaves, développé, la fraternité et de la solidarité, nous proposons : De clarifier la situation et la rendre compréhensible et accessible à l'ensembles des citoyens pour qu'ils puissent agir sur leurs sorts.. Rendre publics les origines des fonds (DSU, Développement social urbain, et l'ANRU, Agence national du la rénovation urbaine) au grand publique afin d'arrêté les amalgames « y'a que pour eux » combustibles pour l'extrême droite et la droite extrême.

Nos engagements pour une ville plus juste, solidaire et inclusive

Il est urgent de redonner espoir et perspectives à toute une génération.

Nos dix premières propositions :

◆ 1. Moratoire et refondation des politiques urbaines et sociales

Mettre en place un moratoire sur les politiques sociales et urbaines menées dans le cadre du DSU (Développement Social Urbain) et de l'ANRU (Agence nationale de la rénovation urbaine). Savoir s'opposer, quand il le faut, aux règles rigides et inadaptées et souvent obsolètes de certains dispositifs nationaux. Comme l'ont déjà fait plusieurs villes courageuses, nous affirmons que la politique de la ville doit être réformée : elle ne peut plus se contenter d'appliquer des modèles uniformes et déconnectés des réalités locales.

Il est temps de redonner de la liberté et de la responsabilité aux territoires, pour expérimenter des solutions ancrées dans la vie réelle des habitants.

Ouvrir une concertation citoyenne pour redéfinir les priorités : réhabilitation plutôt que démolition, reconstruction du lien social avant la reconstruction du bâti.

◆ 2. Droit au logement pour tous

Repenser les politiques du logement et de l'habitat.

Réaliser un audit d'Ekidom et de son fonctionnement.

Remettre à plat les politiques de démolition, de construction, de gestion et d'attribution du logement social.

Il s'agit de repenser les priorités pour répondre réellement aux besoins des habitants, en favorisant la réhabilitation, la mixité et la participation citoyenne.

Explorer de nouvelles pistes, en mobilisant tous les dispositifs financiers nationaux, européens et locaux, ainsi que les outils de préemption (ZAD et DPU). L'objectif est de développer l'auto-restaurations du bâti existant et l'auto-construction de logements individuels, portées par des coopératives citoyennes réparties sur l'ensemble de l'agglomération.

Cette approche permettrait de désamorcer la concentration de la misère dans les mêmes quartiers et de favoriser une répartition équilibrée des populations et des ressources. Ces projets doivent faire l'objet d'une concertation approfondie à l'échelle de l'assemblée de la communauté urbaine, et être dotés de moyens concrets.

Parmi ceux-ci, la vente ou la reconversion des biens publics inutilisés ou mal utilisés, qui représentent aujourd'hui une charge importante pour les collectivités, pourrait constituer une ressource précieuse pour financer ces initiatives citoyennes.

Encadrer les loyers et garantir l'accès au logement pour tous, sans discrimination.

Créer des appartements adaptés pour les aînés isolés et en situation de précarité : logements individuels de qualité, intégrés dans un cadre collectif et bienveillant.

◆ 3. Évaluation et cohérence des services de proximité

Réaliser un audit global des structures de proximité : centres socioculturels, services de prévention, médiation, services municipaux, CCAS, etc.

Objectif : Changer d’approche, coordonner les acteurs, mutualiser les moyens et renforcer l’efficacité du service public local, et de proximités.

Créer un service de la citoyenneté et de la cohésion sociale, culturelles et développement locale.

Redéployer les médiateurs du groupement, ceux d’Ekidom et les contrôleurs des bus, (dans la perspective de la gratuité des bus) afin de les former pour être des vrais agents de développement au service des projets des habitants.

En parallèle, il s’agirait de renforcer la police municipale, sans armes à feu, pour en faire une présence permanente, de proximité et de confiance dans les quartiers : une police au service et à la protection des habitants, et non une force de contrainte.

◆ 4. Culture et vivre ensemble

Pour une politique culturelle vivante, ouverte et partagée

Réaliser un état des lieux complet de la politique culturelle : utilisation des équipements publics, cohérence des programmations, répartition des moyens et accès pour tous les publics.

Promouvoir une culture accessible, participative et populaire, qui soit un levier d’émancipation, de rencontre et de dialogue entre les habitants.

Ouvrir davantage les structures culturelles du centre-ville aux cultures venues d’ailleurs et aux cultures urbaines, trop souvent marginalisées.

Cette ouverture favorisera, en lien avec d’autres dispositifs, les rencontres et les échanges entre les habitants de toute l’agglomération, au-delà des frontières symboliques entre quartiers.

Instaurer le mois de juillet comme **“La Ville en fête”**

Faire du mois de juillet un grand moment de rencontres culturelles inclusives, où tous les citoyens sont invités à créer, partager et célébrer leurs cultures.

Un temps pour vivre ensemble, dans la joie, la convivialité et l’amour du collectif. Cette fête serait nourrie par des productions locales préparées tout au long de l’année, avec une programmation ouverte : scènes partagées, concerts, danses, expositions, ateliers, spectacles de rue, et accueil de groupes et compagnies venus de l’extérieur.

La danse en serait le fil conducteur, symbole du mouvement, de la rencontre et de la liberté.

Un mois pour que la ville entière devienne un espace d’expression, de créativité et de fraternité, où chacun — enfants, jeunes, familles, anciens — trouve sa place.

Créer une école dédiée aux jeunes en rupture scolaire, et centrée sur les métiers de la culture et du spectacle vivant, en partenariat avec les professionnels locaux du spectacle, de la culture, et financée par des montages mixtes, publics-privés, garantissant à la fois l'autonomie du projet et son ancrage territorial. Un lieu de formation, de création et de confiance, pour que ces jeunes retrouvent un avenir à travers l'expression, la technique et le collectif.

◆ 5. Solidarité et ouverture

Acquérir un lieu au bord de la mer pour accueillir les familles démunies, leur offrir repos et dignité.

Utiliser la coopération décentralisée pour nouer des liens de solidarité avec les pays d'origine de nos concitoyens issus de l'immigration, et entreprendre des projets citoyens.

Protéger et accompagner les travailleurs et les jeunes mineurs sans papiers, dans un esprit de justice et d'humanité.

◆ 6. Démocratie locale et représentation citoyenne.

Ouvrir la représentation de la ville et de l'agglomération dans toutes les instances publiques et parapubliques SM, aux associations, syndicalistes et citoyens, partout où le code communal le permet.

Permettre et protéger des lieux citoyens de contre-pouvoir

Créer et protéger des espaces citoyens indépendants, véritables lieux de contre-pouvoir démocratique — à ne pas confondre avec l'opposition politique.

Ces lieux permettraient des échanges francs et constructifs entre habitants, notamment ceux qui se sentent mécontents ou exclus des décisions prises par les élus.

Ils offriraient la possibilité de formuler des contre-projets, des propositions alternatives, issues de l'expérience vécue des citoyens.

Accepter l'existence d'un contre-pouvoir citoyen, pour une majorité municipale, est le signe d'une démocratie en bonne santé.

Faire du droit de vote des résidents étrangers non communautaires aux élections locales une cause municipale, en lien avec d'autres communes de France.

◆ 7. Égalité femmes-hommes et lutte contre les violences

Poursuivre la féminisation des postes à responsabilité, notamment pour les femmes issues d'autres cultures.

Créer une Maison des femmes intergénérationnelle, lieu d'accueil, d'écoute et de protection pour celles qui subissent le sexisme et les violences conjugales.

Aidé, respecté et reconnaître les mouvements féministes dans leurs légitimité et protéger leur indépendance.

♦ 8. Espace public et sécurité partagée

Agir pour que l'espace public soit réellement partagé et sécurisé, de jour comme de nuit.

Promouvoir une présence humaine bienveillante, la prévention et l'éclairage des lieux plutôt que la surveillance intrusive.

Une refonte du plan de circulation des bus, développement des mobilités douce et des alternatives aux déplacements carbonés. Une gratuité des transports.

Désenclaver les quartiers et permettre une circulation fluide entre eux et vers le centre-ville, y compris le dimanche, afin de permettre un vrai mixage des populations et lutter contre les clichés.

Continuer la végétalisation et l'implantation des jeux géant dans tous les quartiers et développer les points d'eau.

9- Un centre commercial digne pour les Courronnerie

Le premier respect que l'on doit aux habitants d'un quartier, c'est de leur offrir des équipements publics et commerciaux de qualité. Le centre commercial de la ZUP, aujourd'hui vétuste et en décomposition, n'est plus adapté aux besoins ni aux aspirations de la population actuelle.

Nous proposons une approche pragmatique, responsable et porteuse du vivre-ensemble : se projeter vers un nouvel espace moderne et dynamique, associant commerce traditionnel, économie équitable et dimension culturelle. Un lieu d'intérêt à l'échelle de l'agglomération, au service des habitants du quartier comme de l'ensemble de la ville.

L'objectif est double : désenclaver et ouvrir le quartier, tout en favorisant le métissage social et culturel. Il s'agit aussi de renforcer et structurer le rôle positif que joue aujourd'hui le marché, véritable lieu de rencontre et de convivialité.

Pour concrétiser ce projet, nous proposons de mobiliser un partenariat large, associant acteurs publics et privés, locaux, nationaux et européens, en concertation étroite avec les propriétaires des murs, les commerçants et les habitants. Ensemble, repensons le centre commercial et culturel de la Courronnerie sur l'emplacement actuel, pour en faire un symbole de renouveau et de dignité partagée.

10 — Santé publique

Face au désert médical qui touche de plus en plus nos quartiers, nous proposons d'étudier sérieusement la mise en place d'un Réseau de Centres de Santé Communautaires, inspiré des expériences déjà existantes dans plusieurs villes de France.

Ces centres pourraient faire l'objet d'un partenariat avec Human Santé, dans le cadre d'un conventionnement transparent et équitable. Ils seraient gérés collectivement par les habitants, les associations locales et les futurs professionnels de santé, afin de garantir une approche de proximité, humaine et solidaire des soins.

Une étude de faisabilité sera engagée dès le début du mandat pour identifier les besoins prioritaires et envisager l'installation d'un centre de santé dans chaque quartier où la situation sanitaire est la plus alarmante.

L'objectif est clair : rendre la santé accessible à toutes et à tous, redonner confiance dans le service public, et faire de la prévention et du soin un bien commun

Une participation active à la gestion de la ville

Nous ne voulons pas simplement témoigner ou participer à une bataille culturelle. Nous voulons influencer dans un programme qui nous ressemble pour faire de Poitiers une ville apaisée, pionnière d'une nouvelle démocratie locale, d'une citoyenneté active et d'une écologie populaire de la libération et équilibrée.

Une alliance qui nous ressemble et nous assemble

En cas d'alliance, nous savons que nous ne pourrons — et ne prétendons pas — imposer l'intégralité de notre programme.

Ces propositions, mûrement réfléchies, résultent naturellement de notre engagement et de notre implication dans les quartiers depuis plus de deux décennies. Mais il est **hors de question d'être absorbés** par une liste, même avec des alliés proches.

Cette liste devrait mettre à l'honneur les femmes aussi nombreuses et compétentes à vouloir défendre leurs causes et celle de la ville dans un conseil municipale et à l'agglomération. Nous défendons une liste d'égalité, avec une parité intégrale et les premiers de la liste seront en partage égale **femme/homme**

En cas de victoire, nous exigerons **un groupe autonome au conseil municipal et à l'agglomération**.

Chaque composante gardera son autonomie d'action et son identité propre, tout en s'engageant dans une dynamique collective, où l'intérêt général et la cause commune prévalent.

Nous serons opposés au cumul des fonctions, ou que le maire serait d'office président de l'agglomération.

Des convictions, pas des postes

Nous ne sommes pas des courtisans, mais des militantes et des militants. Nous avons des convictions ancrées dans la rupture et le refus des compromissions. Nous ne cherchons **ni des postes, ni des privilèges**.

L'époque où, à l'approche des élections, **on faisait son marché chez les racisés** afin de colorer les listes est **révolue**. Nous refusons que des personnes soient choisies pour leur couleur sans projet ni conviction, juste pour figurer et pour se retrouver après avec un indigne strapontin.

L'heure est grave

Notre pays avance vers l'abîme. Il est peut-être déjà à un point de non-retour.

35ans d'échec : il est temps de changer de cap.

La politique de la ville menée par la gauche et la droite depuis 1992 et la création du Conseil interministériel des villes a échoué.

43 ans d'échec de pouvoir socialiste dans notre ville.

Les socialistes Poitevins ont laissé une ville en Lambot, d'où leurs échecs cuisants aux dernières municipales. Les mêmes contre qui nous avons agi pour aider à les mettre dehors, voudraient revenir, cette fois ci en s'allions aux Marconistes et de ce compte la ville de socio-démocrates atlantistes et libéraux, afin de nous faire oublier presque un demi-siècle de gestion catastrophique, basé sur les clientélismes et de l'incompétences. **Aucunes dignités**. Les écologistes, à qui nous avons cru un moment et qu'après presque un mandat de gestion, n'ont rien entamé pour amorcer un changement en profondeur dans nos quartiers.

Démocratie locale et nouvelle citoyenneté urbaine :

Un autre chemin est possible :

Nous proposons un chemin basé sur **la confiance dans les citoyens**, leur participation active, la réparation de l'humain, la dignité retrouvée. C'est la seule voie pour **résorber la fracture entre les quartiers et les centres privilégiés**.

Inverser le rapport aux habitants

C'est devenu à la mode, aujourd'hui, pour beaucoup d'élus, sur l'ensemble du territoire de se décharger sur les citoyens — souvent pour masquer leur propre incompétence. Ils appellent ça « citoyenneté ». Pure démagogie !

Ce ne sont pas aux citoyens de se plier au rythme et aux codes des élus, mais aux élus de prendre leurs responsabilités et d'être réellement à la disposition de ceux qu'ils représentent. Leur légitimité vient du suffrage universel, non d'instances artificielles créées pour donner l'illusion de la participation.

Mettre fin au mille-feuille pseudo-participatif

Assemblées « consultatives », « conseils de citoyens » ou autres dispositifs de façade ne doivent pas servir de paravent aux élus pour fuir leurs responsabilités. **La démocratie** ne se délègue pas à des structures intermédiaires souvent bidon et démagogiques : elle s'exerce directement dans le rapport entre habitants et élus.

Pour une vraie décentralisation démocratique

Nous proposons d'organiser la ville en quatre grands secteurs, chacun animé par un·e adjoint·e expérimenté·e, assisté·e d'élus·es délégués et de techniciens compétents et formés à la coproduction avec les habitants.

Cette organisation doit rompre avec la logique descendante et les dispositifs de façade. Elle repose sur un engagement ferme : Former l'ensemble des élu·es et des technicien·nes en lien direct avec les citoyens à l'écoute, à la concertation et à la coproduction.

Reconnaître l'expertise des habitants et faire de leur parole une composante décisive de l'action publique.

La centralité des quartiers et leur mise au cœur de la bataille électorale

Notre ambition :

Faire des quartiers le cœur stratégique de la campagne municipale.

D'abord, en amplifiant notre campagne d'inscription sur les listes électorales, mobilisé les absentéistes, puis en mobilisant massivement, avec une campagne originale basé sur nos réseaux et la confiance que nous avons acquis depuis des années aux côtés de ceux qui souffrent. La clarté de nos propositions, pour faire la différence.

Déjà, notre travail **pour Gaza et contre l'islamophobie** trace une ligne rouge clair :

Jamais plus ne sera comme, avant.

Les masques sont tombés. Plus une seule voix pour les soutiens des génocidaires ou les amis des islamophobes. Ni dans les quartiers, ni ailleurs.

Sur cette base, nous invitons tous les citoyens – associations, syndicats, mouvements féministes, organisations politiques – épris de justice et désireux de construire une ville inclusive, solidaire, tolérante et respectueuse. Nous voulons que personne, quel que soit son âge, son sexe, ses origines ou son orientation sexuelle, ne soit laissé au bord du chemin. Venez nombreuses et nombreux échanger avec nous dans les réunions publiques que nous allons organiser tout le long de la campagne électorale.

Email :

